L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 31, *Rue* Chartres.

ON AN, ADVANCE..... $12 ;
2 00. POUR SIX MOIS, DO..... $6 ; *payable d'avance*

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 6 MAI 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

La tournure que prend l'affaire McLeod et les dix pennies manifestées par la législature de l'Etat de New-York ont produit dans la presse du Nord une singulière réaction. Nos confrères ne se laissent plus emporter aux brillantes vélocités qui parfois les ont animés; leur langage est en général plein de modération, et c'est à peine si l'on y sent encore quelque souvenir de cette antipathie instinctive contre la Grande Bretagne, dont naît de nous ne saurait se défendre. Assurément ce n'est pas nous qui blâmerons ce retour à une discussion plus calme, à une appréciation plus saine et plus impartiale des faits, à des sentiments plus bienveillans pour nos adversaires : le respect pour tous les droits nous semble une trop belle chose! Mais il faut bien le dire, chez certains journaux que nous sommes habitués à voir dans de plus généreuses dispositions, ce respect pour tous les droits en plein tout pour les droits de l'Angleterre n'allât pas jusqu'à l'oubli des droits et de la dignité de notre patrie!

Le *Courier and Enquirer* de New-York en a donné récemment un triste exemple : " Si l'Angleterre, dit-il, envoyait demain une flotte sur nos côtes et venait dévaster nos villes, qui oserait en appeler à la justice de l'Europe contre un pareil acte de violence ! Nous aurions droit à sa pitié et peut-être à son dédain. Ne pourrait-elle pas nous dire : " Vous demandez d'abord réparation à l'Angleterre pour une violation de territoire, et lorsqu'elle la refuse, au lieu de vous mettre en état de soutenir votre demande, vous saisissez un des sujets de la Grande Bretagne et vous le rendez comptable de la conduite de son gouvernement. Ce gouvernement, en donnant à ses sujets la protection à laquelle ils ont droit, a ravagé vos côtes comme il avait parfaitement le droit de le faire d'après les lois des nations, et vous ne pouvez en aucune façon réclamer notre sympathie ou notre intervention. Et nous le demandons à tout homme de bon sens aux Etats-Unis, ne mériterions nous pas largement (richly) une pareille réponse de la part des nations de l'Europe, si nous étions entraînés dans une guerre contre l'Angleterre pour avoir violemment et arbitrairement jeté en prison un des sujets de cette puissance, au lieu de lui avoir ouvertement déclaré cette guerre pour obtenir la justice que nous avons le droit de demander."

Voilà cette un étrange langage, une étrange doctrine ! En appeler à l'Europe, si l'Angleterre venait ravager nos bords! Qui oserait le faire ! nous écrivons nous aussi, mais dans un tout autre esprit que le *Courier and Enquirer*. En appeler pour nous défendre à la justice et à la magnanimité des despotes qui gouvernent l'Europe, et non pas au courage et au patriotisme du peuple ! C'est pour le coup que nous mériterions cette pitié et ce dédain dont parle le *Courier*. Non, non, il n'y a pour nous d'autre recours que notre propre force et la conscience de notre bon droit !

Mais, pour en revenir aux paroles de la feuille de New-York, si l'Europe nous disait : "Vous demandez d'abord réparation à l'Angleterre pour une violation de territoire et lorsqu'elle la refuse, au lieu de vous mettre en état de soutenir votre demande, vous saisissez un des sujets de la Grande Bretagne et vous le rendez comptable de la conduite de son gouvernement;" notre réponse serait bien simple : "Quand nous avons fait la demande, l'Angleterre a refusé de reconnaître l'acte dont nous nous plaignions, laissant, ainsi peser sur les individus qui y ont pris part toute la responsabilité de l'incendie de la *Caroline*. Les Etats-Unis pouvaient-ils forcer la Grande Bretagne à assumer malgré elle cette responsabilité ? La Grande Bretagne n'avait-elle pas le droit de répudier toute connivence avec les brigands qui ont assaillis la *Caroline*, aussi bien que les Etats-Unis celui de venir, comme ils l'ont fait, les Américains qui sont allés volontairement prêter secours aux rebelles du Canada ? Certainement la Grande Bretagne possédait ce droit; elle en a usé et nous n'avions plus à exiger d'elle une réparation ; mais son refus en même temps nous laissait libres d'agir contre les coupables qu'elle abandonnait ainsi à leur destinée. La position de ces coupables restait vis-à-vis de la loi celle de tous les hommes qui ont commis quelque crime et qui ont échappé à la justice. Plus tard un de ces coupables vient parmi nous de son plein gré, se vante de la part qu'il a prise à l'acte dont nous nous plaignons et met ainsi au défi nos autorités. Devait-on le laisser libre ? Devait-il ne pas être arrêté ? Fallait-il renoncer à l'application de la loi ? Non certes : l'Angleterre, encore une fois, restait toute responsabilité; le crime restait un crime individuel ; la loi devait atteindre les individus."

Mais, dira-t-on, l'Angleterre a accepté plus tard la responsabilité du crime afin de mettre le prisonnier à couvert. En vérité cette tardive intervention est-elle recevable ? L'Angleterre peut-elle interposer entre la justice et le coupable ! Doit-elle d'un seul mot arrêter l'action de la loi! Pourquoi a-t-elle tardé si longtemps à parler et agir comme elle le fait maintenant ? Pourquoi a-t-elle attendu, pour se mêler de cette affaire, qu'un Etat souverain eut pris des mesures pour venger ses droits ? Toute sa conduite antérieure tend à prouver, ce nous semble, qu'elle ne prend aujourd'hui la responsabilité du crime que pour tenter une sorte d'expérience et s'assurer du degré de faiblesse ou de force que possède notre pays.

Maintenant nous adresserons au *Courier and Enquirer* une seule question : Devons-nous déclarer la guerre à l'Angleterre pour l'invasion de l'Etat de New-York, si McLeod est délivré ? Bien des gens, eux même qui reclament la mise en liberté du prisonnier, semblent penser que l'attaque qui a eu lieu à Schloser, du moment où l'Angleterre l'avoue, devient un juste motif de guerre. Devons-nous donc nous lancer dans cette guerre ? Ou bien devons-nous poursuivre par des négociations la réparation qu'exige l'outrage fait à la souveraineté d'un des Etats de l'Union ? Que le *Courier* réponde.

En conscience, nous sommes tentés de croire que les journaux qui parlent et à leur aise du toute cette affaire, qui demandent un sauf-conduit pour McLeod, pour une déclaration de guerre contre la Grande Bretagne, entendent, dans le cas où la mise en liberté aurait lieu, les premiers à engager le gouvernement à abandonner la querelle. Ce mélange de fanfaronnade et de faiblesse est du plus mauvais goût. Jusqu'à présent le gouvernement de l'Union a montré dans toute cette affaire assez de convenance et de fermeté : qu'il ne s'écarte pas de cette ligne de conduite et surtout qu'il ne change pas la position qu'il occupe. Placé en quelque sorte sur la défensive, il n'a pas autre chose à faire qu'à maintenir rigoureusement ses droits; sa fermeté arrêtera l'essor des prétentions de l'Angleterre ; et cette puissance y regardera à deux fois avant d'en venir à une guerre que notre patrie n'a pas à commencer, mais qu'elle soutiendrait sans crainte et peut être sans désavantage, si nos adversaires faisaient la folie de s'y engager.

La compagnie des chasseurs d'Orléans de 1814 a fait célébrer hier, dans l'église St. Vincent de Paule, un service funèbre en commémoration de l'Empereur Napoléon. Indépendamment de la compagnie des Chasseurs, qui y assistait en corps, on y voyait des officiers, quelques membres isolés des autres corps de la Légion et une foule de citoyens. M. l'abbé Andiuse a prononcé l'oraison funèbre.

M. le consul de France assistait à cette imposante cérémonie.

Dernièrement nous avons parlé de nombreuses fraudes commises par certains individus en altérant des certificats de dépôts sur la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans. Nous voyons par le "New-York Commercial Advertiser" qu'un individu qui avait déposé un de ces certificats à la Banque de Girard, Philadelphie, ayant donné quelques soupçons en retirant son argent, a été surveillé par la police qui est parvenue à arrêter un de ses complices, lequel a été bientôt après avoir remboursé les $15,000.—Des nouvelles reçues postérieurement font regretter qu'on n'ait pas été plus sévère. On espère cependant que ses filous n'échapperont pas long temps aux recherches de la police.

Le Fanny Elsler paraît ce soir pour la dernière fois au théâtre d'Orléans, dans le *Dieu et la Bayadère*; elle doit danser aussi la *Cachucha*. Annoncer un pareil spectacle, c'est annoncer une soirée de plaisir si rare pour la saison où nous entrons. Tout le monde sait le succès qu'obtenu Fanny dans l'opéra d'Auber et les bravos qui accueillent toujours la Cachucha. Or, une Bayadère et une Andalouse comme Fanny valent bien le prine qu'on aille les voir deux fois.

Le *Journal of Commerce*, N. Y., assure que l'on doit s'occuper incessamment à New-York de la construction de quatre grands steamers pour faire la navigation transatlantique. Ils pourront porter chacun deux cents tonneaux et contiendront trois millions de piastres. La Compagnie qui construira ces steamers s'engage à donner au gouvernement général le droit de se les approprier en cas de guerre au prix de valuation; pourvu qu'on modifie à son égard les règlements de la poste aux lettres. Cette proposition avait déjà été faite à l'ancienne administration, mais on sait que la nouvelle la prendra en sérieuse considération.

NAUFRAGES DE M. HAGAN. — Le vapeur de ce propriétaire a été construit hier. Il a fait quelques voyages, puis a été vendu, et les prix auxquels ils ont été adjugés :

Lots de l'Etat no.	47	$30 à 400
" "	48	200 à 300
" "	49	200 à 300
" "	50	200 à 300
" "	51	200 à 300
" "	52	200 à 300
" "	61	200 à 300
" "	62	170 à 220

INTERIEUR.

TEXAS.

Le dernier *Neptune* est arrivé hier en 36 heures de Galveston. Par cette occasion nous avons des journaux jusqu'au 2.

Le capitaine de Neptune rapporte qu'on avait reçu à Austin la nouvelle de la nomination de l'emprunt à Paris à 95. Il était avoir quelque mépris là dessous; car la négociation de la quelle dépendait le tour de la négociation n'était pas terminée aux dernières nouvelles d'Europe.

La corvette française *Sabine* était toujours à Galveston.

On lit dans le *Houstonien*.

"Nous apprenons par les journaux de Austin qu'il y a eu une escarmouche le 9 avril près de Lozado entre une compagnie d'Béxariens Texiens sous les ordres du capitaine John C. Hays et un parti de maraudeurs Mexicains dans laquelle les Mexicains ont été défaits. Les Mexicains étaient environ quarante hommes sur lesquels il y a eu trois tués, plusieurs blessés et vingt cinq prisonniers. Tout leur bagage et leurs armes ont été pris. Les copies Texiens comptaient 12 américains et 12 mexicains : nul n'a été blessé."

Quelque habituée que nous soyons aux fanfaronnades de nos amis les Texiens, celle ci nous paraît passer l'ordinaire mesure. Nous la donnons cependant ainsi pour ce sans en garantir ni la vérité ni la vraisemblable.

EUROPE.

Le Great *Western*, capitaine Hoskins, parti de Bristol le 8 avril, est arrivé à New-York le 21 de la matinée. Les nouvelles qu'il apporte, sont de quatre jours seulement plus récentes que celles venues par le Columbia, aussi n'ont-elles que fort peu d'importance. Au départ de ce navire, le Président n'était pas encore arrivé à l'un quelconque des trois inquisiteurs sur son compte. On espérait cependant, comme au départ du Columbia, qu'il s'était rendu à Fayal pour s'approvisionner de combustible. Le Président et le British Queen sont deux navires qui tiennent bien la mer, mais il est reconnu que leur machine manque de puissance ; ils ne peuvent donc lutter contre les gros temps. Nous ne croyons donc pas qu'on puisse s'alarmer sérieusement du retard de Président, malgré l'opinion du correspondant que nous citons ci-dessous.

ANGLETERRE

LONDRES, 7 avril 1841.

Trois jours se sont encore écoulés depuis le départ du navire à vapeur du 4 et le Président n'a pas encore paru. On lui a mis ce retard des conjectures sans nombre ; mais celle qui prévaut en ce moment, c'est que ce navire a probablement pris dans la tempête qui a éclaté le 12 et le 13 mars dans les parages où il devait se trouver. Tous les paquebots, de New-York après le Président, sont arrivés à Liverpool ; le North America a appareillé des troisièmes jusqu'au 6 mars. Les seules personnes qui osent encore compter sur l'arrivée du Président sont celles qui ont fait un pas âge à son bord et qui ont la plus grande confiance dans la solidité de sa construction. Elles ont de la peine à faire partager leurs espérances.

On a reçu par le North America la proclamation du général Harrison qui convoque la session extraordinaire du Congrès pour le 30 mai. On croit ici de plus en plus que l'affaire McLeod se terminera pacifiquement ainsi que toutes les autres difficultés élevées entre la Grande Bretagne et les Etats Unis.

Extrait du Times de Bristol.

Les dernières nouvelles de New York annoncent que McLeod est toujours en prison à Lockport, et qu'on ne s'est pas relâche de la sévérité avec laquelle on le garde. Cependant l'opinion publique semble se prononcer en faveur de sa mise en liberté, et l'on pense qu'elle ne tardera pas à être satisfaite sur ce point, bien qu'il n'y ait encore eu rien d'entamé à ce sujet au congrès. Les affaires n'ont point eu d'effet sur le marché, et la banque qui a eu lieu sur toutes les valeurs, tient plutôt à leur instabilité naturelle qu'à toute autre cause.

Extrait du Journal des Marchands de Londres.

Le sombre aspect que semblaient prendre dernièrement nos relations transatlantiques, s'est tout à fait dissipé. L'affaire McLeod s'arrange à l'amiable. Le gouvernement des Etats Unis a fait à notre ambassadeur des ouvertures pacifiques et notre cabinet lui même a affirmé plus d'une fois que la lutte dont on semblait menacée, n'était pas à craindre. Les Américains ne peuvent pas dans la position financière où ils se trouvent, nous faire la guerre, et nous ne devons pas faire la guerre aux Américains, si nous ne voulons pas attirer sur nos manufacturiers et notre commerce les plus désolables catastrophes.

FRANCE.

—Le traité, proposé le 15 Mars à l'adoption des Représentans des cinq grandes puissances et accepté seulement par quatre d'entre elles de concert avec l'Ambassadeur turc, contient les articles suivans :

1o. Un préambule d'une grande longueur, établissant et reconnaissant les droits de l'Empire Ottoman comme puissance indépendante dans ses relations avec les nations autres que turques.

2o. Articles 1 et 2 qui stipulent la fermeture des Dardanelles à tous les vaisseaux de guerre sans distinction.

3o. Article 3 qui invite tous les pouvoirs amis qui ne sont point joint parties dans le traité, à y donner leur adhésion.

4o. Article 4, qui a rapport à l'échange des ratifications dans un temps donné.

Il était convenu primitivement et que la signature formelle de cette convention n'aurait lieu qu'après la réception d'un sacrifice de Constantinople, annonçant que le sultan avait consenti à faire droit aux remontrances du Pacha, relativement à l'hérédité du Pachalick d'Egypte. Plus tard la France manifesta le désir de devancer ce délai, en exprimant la confiance la plus grande dans les représentations que la Grande Bretagne, la Russie la Prusse et l'Autriche ne sont engagées à adresser en faveur de Mohemet-Ali. Grâce à cette intervention, on pense que les réclamations du vieux serviteur accueillies, après avoir reçu quelques modifications.

—La Chambre des pairs qui est maintenant débarrassée de la discussion sur la loi des fortifications, va s'occuper incessamment de juger Darmès et ses complices.

—Le duc de Nemours vient de partir pour l'Afrique.

Le Courrier Français du 3 avril contient la lettre suivante de Toulon, 30 mars :

"Hier, l'ordre a été donné à l'escadre de la Méditerranée de se préparer à mettre en mer. On n'est empressé de transporter à bord des bâtimens commandés par le contre-amiral Hugon, les objets dont ils avaient besoin. En ce moment trois vaisseaux de ligne, l'Océan qui porte le pavillon amiral, le Suffren et le Sidon sont prêts. On ne pourra faire sortir que 10 ou 12 frégates, en tout; les autres sont sur la côte d'Afrique ou en réparation.

L'escadre va aux îles d'Hières pour exercer les matins. J'entends que M. Hugon a sollicité cet ordre, afin de donner quelque éclat au commandement important qui lui a été confié et qui est une vraie sinécure.

Les forces maritimes de la France, en disponibilité pour 1841, doivent se composer de 225 bâtimens; 20 vaisseaux de ligne, 22 frégates, 43 corvettes et brick ; 105 bâtimens légers et 35 bateaux à vapeur, dont 2 de la force de 150 chevaux. Ces armemens demandent une force effective de quarante cinq mille matelots.

ORIENT.

CONSTANTINOPLE, 18 Mars. —La flotte turque est arrivée le 16 et a jeté son ancre sous toute ordinaire le long de la Côte Européenne du Bosphore. Dans une récente conférence qui a eu lieu au palais de l'Ambassadeur d'Angleterre à Therapia, les ambassadeurs des quatre puissances ont pris la résolution d'appuyer les réclamations du Pacha et de déclarer au sultan que, s'il ne consent pas à leurs demandes, il n'aura plus à compter sur l'appui des puissances qu'ils représentent. La Porte n'a donc d'autre alternative que d'en passer par leur volonté.

SINGAPORE.—Le N. Y. *Times* et *Star* donne les nouvelles suivantes extraits d'une lettre de Singapore *Free Press* al ant ju-qu'au 3 décembre.

"Pendant que le navire *Morison*, capitaine Benson, était à l'entrée du détroit de Banaland, le capitaine, un passager et quelques hommes se rendirent à terre sans armes et ils ne tardèrent pas à être attaqués. Ne pouvant pas songer à se défendre contre une foule nombreuse qui était déjà un des leurs tués, ils songèrent à rejoindre leur canot, ce qu'ils ne purent effectuer sans avoir perdu un autre de leurs hommes. Le *Morison* alla t de Sydney, Nouvelle Galles du Sud, à Manille.

Le steamer anglais, en fer, *Némesis* était arrivé à Singapour et avait causé une véritable sensation.

On avait établi à Singapore une branche de l'*Union Bank* de Calcutta.

Le choléra faisait de grands ravages à Malaca.

VARIÉTÉS.

LE BAIGNEUR DE DIEPPE

(Voir l'Abeille d'hier.)

II

—A vous commodore, s'écria Rook en buvant d'un sur coup quatre à cinq verres, car il ne se piquait gt être de tempérance; vous nous voyez en tenue de bal comme si vous en aviez donné l'ordre! Il y a concert à l'établissement des Bains de cette ville, et danse ne peut manquer de suivre le concert. J'ai cette gtande que je ne suis pas facile d'essayer sur l'esprit des belles Françoises.

—C'est cela, cassez vous les jambes sur un parquet après avoir failli vous les voir couper par les rochers!

—Laissez donc, commodore, votre ami Rook les a aussi solides que les deux médaillons qui l'accompagnent.

—Deux gaillards qui n'ont pas donné à la bande un seul instant pendant le tangage, ajouta le commodore en faisant apporter du grog, sa boisson favorite, c'était avec elle qu'il traitait sa goutte. Allons, messieurs, attention au commandement.

Tous les convives se levèrent, il n'y eut que sir Robert qui ne but pas. Un brouillard opaque produit par les pipes allumées en un clin d'œil, enveloppait la table d'un véritable nuage ; les verres s'entrechoquaient, et les convives, tout en portant de nouveaux défis, remettaient peu à peu sir Southwel sur le terrain qu'il affectionnait le plus, celui des paris, où plus d'une fois cependant il avait été battu.

—Mistress que veut cela ? s'écria bientôt d'une voix tonnante, en s'adressant à sir Rook; tout ce qui est possible est indigne d'un enjeu ! Que parlez vous de marcher soixante mille, de sauter la haie la plus haute du pays de Galles, d'avaler un flacon de poivre de Cayenne, ou de tourner quarante heures autour d'une table ! Je connais sir Rook à vous payer le prix du plus beau cheval de course qu'ait à cette heure Anderson dans ses écuries, si je ne prends un bain dans la mer à l'instant même !

—Vraiment vous, commodore, un bain après dîner! objecta sir Robert en s'emparant avec force du bras du commodore.

—D'ailleurs la mer est grosse, ajouta à leur tour les deux médaillons en écartant les rideaux de la fenêtre.

—Et vous oubliez que vous avez manqué de prendre un bain, il n'y a pas deux heures! répliqua ironiquement le capitaine Rook.

Cette dernière phrase parut piquer vivement le commodore.—A cela de de Rook convoient dans toutes les gentilhommes du Naval-Club, parieurs et témoins dans les courses de Brighton. Le commodore Southwel, comme tout Anglais arrivé au paroxisme de l'ivresse, il devenait d'un sérieux à faire peur.

—Je ne me dédis jamais, messieurs, reprit-il avec un suiçoné d'un empereur, je tiens de nouveau à sir Rook le pari qu'il a tenu, et je veux que l'on me parle plus parler le mien.

A son retour le capitaine Rook, justement blessé, se mordit les lèvres..... Il allait répliquer lorsque il vit le commodore se lever de table subitement et s'ire jeter de en amis trombinante l'espagnolette de la fenêtre.....

—Holà ! cria sir Southwel à plusieurs guides et baigneurs qui passaient alors devant l'hôtel, attirés sans doute par le bruit qui s'y faisait, approchez, vous autres et venez boire avec nous un verre de grog. Quel est celui de vous qui veut se mettre à la mer avec moi dans un quart d'heure ?

Tous refusèrent, en faisant remarquer au commodore la violence de la lame, et l'état dans lequel il se trouvait.

—Allons donc ! reprit sir Southwel, me jouez-vous déjà pour un des vôtres ? La mer ne connaît ici personne à cabillot ! Buvez avec moi, en attendant que nous nous rincions la bouche avec l'eau salée. A toi, dit-il au plus proche, tu m'as l'air d'un drille à qui il ne faut pas deux fois répéter les choses !

Celui à qui le commodore venait de parler eut d'abord quelque peine à lui répondre. Il sortait sans doute avec ses camarades de la petite taverne d'Anne Bleue, car il se balançait par intervalles comme un homme qui a de vent.

—Bois donc ! grommela le commodore en lui présentant de nouveau le verre de grog.

Le baigneur saisit le verre et le rejeta froidement sur le parquet.

—Je ne bois jamais avec un Anglais, répondit-il.

—En ce cas, mon cher, vous êtes difficile, répliqua le commodore. L'Anglais qui vous parle ici est reçu chez des lords et des souverains, et lorsque sa Majesté britannique n'a fait l'honneur de venir visiter, il y a 13 ans, mon hôte le Saint-Georges.....

—Le Saint-Georges ! interrompit le baigneur en étant un œil hagard sur sir Southwel.

—Eh bien, oui, le Saint Georges, soi-cante-dix canons, portant le guidon de commodore Southwel.....

Vous ne connaissez ne le vérent, il n'y eut que sir Robert qui ne but pas. Un brouillard opaque produit par les pipes allumées en un clin d'œil, enveloppait la table d'un véritable nuage ; les verres s'entrechoquaient, et les convives, tout en portant de nouveaux défis, remettaient peu à peu sir Southwel sur le terrain qu'il affectionnait le plus, celui des paris, où plus d'une fois cependant il avait été battu.

—Misères que tout cela ! s'écria bientôt d'une voix tonnante, en s'adressant à sir Rook; tout ce qui est possible est indigne d'un enjeu ! Que parlez vous de marcher soixante mille, de sauter la haie la plus haute du pays de Galles, d'avaler un flacon de poivre de Cayenne, ou de tourner quarante heures autour d'une table ! Je connais sir Rook à vous payer le prix du plus beau cheval de course qu'ait à cette heure Anderson dans ses écuries, si je ne prends un bain dans la mer à l'instant même !

—Vraiment vous, commodore, un bain après dîner! objecta sir Robert en s'emparant avec force du bras du commodore.

—D'ailleurs la mer est grosse, ajouta à leur tour les deux médaillons en écartant les rideaux de la fenêtre.

—Et vous oubliez que vous avez manqué de prendre un bain, il n'y a pas deux heures! répliqua ironiquement le capitaine Rook.

Cette dernière phrase parut piquer vivement le commodore. —